CIL Centre-Presqu'île
Comité d'Intérêt Local

REVUE DE PRESSE 2 mai 2023

VOITURE

La stratégie assumée de la congestion

À mi-mandat, les chiffres illustrent bien l'impact des mesures prises par les écologistes pour réduire la place de la voiture. En 2022, le trafic automobile a diminué de 10 %. Et les automobilistes passent plus de temps dans les bouchons (210 heures). Ces réalités statistiques symbolisent la stratégie de la congestion amorcée, plus modestement, par leurs prédécesseurs, mais fortement accélérée par Bruno Bernard et sa majorité. *"Notre objectif est que les gens se rendent compte qu'ils perdent du temps, de l'argent et qu'ils s'énervent dans leur voiture (…) Si vous voulez réduire le nombre de voitures qui ne devraient pas circuler, il faut diminuer les voiries et les places de stationnement"*, promettait Jean-Charles Kohlhaas, vice-président chargé des mobilités, en début de mandat. La promesse semble tenue. Les écologistes ont rapidement réduit la voirie sur la plupart des grands axes en pérennisant la grande majorité des aménagements temporaires décidés par David Kimelfeld durant le Covid. Trois ans plus tard, chaque voirie passe encore sous leurs fourches caudines. Depuis quelques mois, la majorité métropolitaine se penche sur les ponts qui desservent la Presqu'île. Après Wilson et Lafayette, c'est le nouveau visage du pont Morand qui a récemment été présenté. Il perdra lui aussi une voie de circulation automobile.

De l'autre côté du Rhône, la cure d'austérité routière sera drastique. Une partie importante de la Presqu'île va être piétonnisée. La Métropole de Lyon va aussi expérimenter une zone de trafic limité à partir de 2025 entre Bellecour et les pentes de la Croix-Rousse. Seuls les riverains et quelques acteurs économiques (taxis, livreurs et transports en commun) auront le droit de circuler à l'intérieur de ce périmètre. La Métropole a, en revanche, décidé d'arrondir les angles sur un autre acronyme : la ZFE (zone à faibles émissions). L'interdiction des véhicules Crit'Air 2, principalement les diesels, censée entrer en vigueur en 2026 a finalement été décalée de deux ans. Bruno Bernard a justifié ce report en pointant la difficulté de faire respecter cette interdiction et le manque d'accompagnement de l'État. Fin stratège politique, le président de la Métropole a aussi mesuré le risque politique et électoral inhérent à la ZFE. La mesure est déjà entrée en vigueur pour les Crit'Air 5 et s'appliquera d'ici la fin du mandat aux Crit'Air 3 et 4.

VÉLO

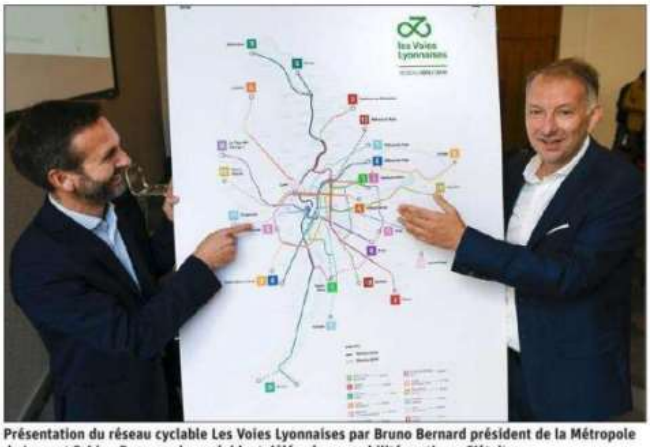
Plus qu'un mode de déplacement

Le Vélo'v avait pu incarner le premier mandat de Gérard Collomb. Il sera aussi le symbole de celui de Bruno Bernard, presque vingt ans plus tard. C'est le fil rouge de ces six années où l'urbanisme est au service d'un rééquilibrage de l'espace public alloué à chaque mode de transport et où la collectivité se fixe pour objectif de santé publique la réduction de la pollution. Le vélo est souvent le dénominateur commun des politiques de l'exécutif vert. Il se décline même dans l'éventail des politiques sociales avec l'offre Freevélo'v pour les jeunes précaires. Les écologistes sont raillés par leurs opposants qui leur reprochent de faire du vélo la solution à tous les problèmes de l'agglomération. Leur plan d'action pour la Guillotière prévoit ainsi de réduire la voirie automobile pour faire plus de place aux cyclistes quand la droite locale préférerait envoyer du bleu. En 2026, les douze autoroutes à vélo qui vont être déployées constitueront assurément l'une des réalisations les plus visibles de la majorité de Bruno Bernard. Elles ont vocation à desservir l'ensemble des bassins de vie et d'activité de l'agglomération en les faisant converger vers Lyon.

250 kilomètres de pistes cyclables devraient être créés. À mesure que le temps défile, le conditionnel s'impose. De nombreux kilomètres ont déjà été réalisés, mais les Voies lyonnaises constituent aujourd'hui un point de blocage avec de nombreux maires, souvent de droite ou du centre. Le tracé de ces autoroutes à vélo se fait au son de la vaisselle cassée. Les élus locaux pestent contre des itinéraires qui leur sont imposés et qui s'apprêtent à bouleverser la circulation dans leur ville. Ils menacent donc de ralentir les chantiers. *"S'ils continuent comme ça, il y aura des pointillés sur leur plan des Voies lyonnaises"*, tonne Philippe Cochet, maire de Caluire-et-Cuire et président du groupe LR. La Ville à vélo, le lobby de la bicyclette à Lyon, s'inquiète ainsi du retard pris sur de nombreuses lignes et de l'incapacité de la Métropole à honorer sa promesse de 250 kilomètres d'autoroutes à vélo en 2026. Les chiffres montrent une hausse constante de l'usage du cycle depuis que les écologistes sont aux manettes. Les bouchons gagnent même les pistes cyclables aux heures de pointe. L'utilisation des Vélo'v a augmenté de 12 % pour l'année 2022.

Voie lyonnaise n° 12 : les habitants très mobilisés sur ce projet

Lancée le 27 février par la Métropole de Lyon, la concertation sur le projet de voie lyonnaise n° 12 s'est achevée ce vendredi 21 avril à minuit. 1 076 participants qu'ils soient favorables ou non ont manifesté leur intérêt pour ce projet.



Présentation du réseau cyclable Les Voies Lyonnaises par Bruno Bernard président de la Métropole de Lyon et Fabien Bagnon vice-président délégué aux mobilités actives. C'était en septembre 2021. Photo Progrès/Joel PHILIPPON

Parmi tous les projets de voies lyonnaises qui actuellement font l'objet d'une concertation (8 projets en tout), organisée par la Métropole de Lyon, celui de la voie lyonnaise n° 12 est sans doute celui qui suscite le plus de réactions. Qu'ils soient franchement favorables, un rien sceptiques, partisans d'un « Oui mais » ou farouchement opposés à certains scénarios proposés, les participants qui ont consulté la plateforme de participation citoyenne sur ce projet ont été très nombreux.

Un sujet devenu politique ?

Cette concertation préalable qui portait sur une future liaison cyclable que la collectivité souhaite aménager entre le 9e arrondissement et Saint-Priest, via le 5e, le 2e, le 3e, le 7e et le 8e arrondissement de Lyon, s'achevait ce vendredi 21 avril. 1 076 personnes y ont participé. 385 contributions ou propositions ont généré 8 104 votes.

Le sujet enthousiasme ou inquiète, c'est selon. Certains pointent du doigt le "trop de place accordé aux vélos" quand la Métropole parle d'un rééquilibrage de l'espace public entre tous les modes de déplacements, notamment en confortant la place des piétons en leur apportant plus de sécurité. Idem pour les cyclistes. Quitte à chambouler les petites rues et les grands axes de circulation, ou à réorganiser les lignes de bus.

Montchat, Rockefeller, Trion et la colline de Fourvière, aux avant-postes

Le projet fait couler beaucoup d'encre. Et jusqu'à la dernière minute. Rien que dans la journée du 20 avril, on note 36 contributions. Dont celles de deux députés de l'opposition (Renaissance) dont Anne Brugnera qui s'inquiète de « l'impact de cette voie sur le fonctionnement de l'hôpital Edouard-Herriot ». Le sujet serait-il devenu politique ? Plusieurs élus ont fait entendre des voix divergentes. Et la question se pose quand certains se demandent si telle ou telle association « tire les ficelles de la concertation ».

Les habitants ou représentants d'associations ont été sans doute les plus nombreux à s'exprimer sur ces secteurs « sensibles » où l'on redoute les difficultés à venir. Comme sur les axes Gambetta ou Rockefeller qui sur une portion, perdrait une voie de circulation pour aménager la piste cyclable. Plusieurs associations du 3e dont J'aime Montchat ou le Comité d'intérêt local craignent un report de circulation dans les rues étroites du quartier. Alors qu'il est « tout à fait possible de faire coexister » piste et voie de circulation, disent-elles. Sur la colline de Fourvière, si certains voient arriver cette intention d'apaiser les circulations comme un point fort, d'autres craignent un passage difficile de tracé dans les petites rues.

Beaucoup d'arguments en somme sur ce projet qui induit de toute façon des changements d'habitudes. De quoi revoir la copie ?

Aline DURET

Quai Rousseau : « la question du bus a enfin été entendue »

La mairie de la Mulatière, l'opposition et des associations impliquées dans les discussions autour du réaménagement du quai Rousseau travaillent à une solution commune à présenter à la Métropole du Lyon, qui semble, selon eux, plus ouverte au dialogue.

Le projet de réaménagement du quai Rousseau prévoit une piste à double sens pour les vélos, des trottoirs plus larges, et un sens unique pour les voitures et la ligne 8 du bus. Photo Progrès/Richard MOUILLAUD

En janvier, en amont de la concertation publique, les discussions autour du réaménagement du quai Rousseau de La Mulatière avaient commencé dans une ambiance hostile. La Métropole de Lyon, en charge du projet, avait présenté un plan de sens unique du bus 8 qui semblait sacrifier cette ligne aux yeux des riverains et des élus de la commune, d'une manière qui avait été jugée non négociable.

La très nette opposition à la suppression du double sens du TCL, formalisé dans la concertation publique achevée début mars, pourrait avoir fait changer d'opinion le Grand Lyon. C'est en tout cas l'impression de la municipalité, qui « s'attend à ce que la Métropole ait parfaitement compris que le maintien du double sens est un invariant ». « On a l'impression que la question du bus a enfin été entendue », confirme Dominique Mounier, en charge de l'Urbanisme. Une première réunion officielle entre élus mulatins et techniciens de la Métropole va se tenir le 30 mai, afin de tirer les conclusions de la concertation. La décision finale est censée être entérinée « d'ici à l'été », pour des travaux en 2026.

« Avancer sur un projet commun »

Max Breziat, représentant de l'association de défense des riverains des quais Rousseau et des Étroits, va en outre être reçu le 10 mai par Fabien Bagnon, vice-président du Grand Lyon chargé de la Voirie. Pendant plusieurs semaines, les courriers du collectif étaient restés sans réponse, mais à présent que la Métropole ouvre le dialogue, Max Breziat estime que c'est aux riverains et aux élus mulatins « d'aller plus loin dans la proposition, en venant avec des plans précis ».

Une quarantaine de personnes se sont d'ailleurs retrouvées le 24 avril au lycée Bellevue, au sud du quai Rousseau, pour tenter de synthétiser un projet alternatif. La maire (divers droite) Véronique Déchamps, l'opposant centriste Maxime Bost, l'association de riverains et le collectif La Ville à vélo étaient notamment présents.

Circulation alternée sur la partie la plus étroite ?

Ces deux dernières instances ont avancé une idée qui pourrait faire consensus : maintenir le double sens du bus bien sûr, sécuriser l'accès à l'établissement scolaire avec un demi-tour possible, préserver le stationnement des résidents – notamment les habitants de la section nord du quai n'ont pas de parking privé –, et imaginer une circulation alternée sur la partie la plus étroite (sur 500 mètres au nord du quai), voire une possibilité d'estacade sur ce périmètre.

Deux nouvelles réunions vont être organisées par la mairie de La Mulatière, l'une avec les habitants le 16 mai, l'autre avec les associations, « pour avancer sur un projet commun, afin d'être force de propositions le jour du comité de pilotage » le 30 mai, souligne la municipalité.

Olivier PHILIPPE

Piétonnisation de la Presqu'île : la rue Émile-Zola en travaux durant deux ans

Avec la création d'une nouvelle zone de rencontre dans le cadre du projet "Presqu'île à Vivre", cette transformation alliera sécurité du piéton, trafic de véhicules limité et réduction de la vitesse, selon la Métropole. De leur côté, les riverains et commerçants sont inquiets.

Un mois de fermeture en journée pour le tronçon Jacobins/Archers. Le chantier s'étalera de juillet à fin septembre avant de reprendre en 2024. Photo Progrès/Michel NIELLY

Le projet de transformer la rue Émile-Zola en zone de rencontre a été confié par la Métropole de Lyon à l'ingénieur chef de projet Jean-Philippe Blanc. Comme celle qui a déjà été entreprise entre les rues Tupin et Thomassin, cette transformation répond au projet municipal "Presqu'île à Vivre" alliant sécurité du piéton, trafic de véhicules limité et réduction de la vitesse.

Un projet de piétonnisation contreversé

Un projet qui provoque une opposition importante des riverains et des commerçants. Depuis que la Métropole et la Ville de Lyon ont dévoilé le projet de réaménagement de la Presqu'île comprenant la fermeture aux voitures de la rue Grenette, la piétonnisation de la rue de la République et le transfert des lignes bus sur les quais de Saône, les contestations et autres recours s'organisent.

Quatre phases de travaux

Quatre phases de travaux sont planifiées. Une première consiste à la rénovation du réseau d'assainissement et à la prévention des fuites d'eau, en vérifiant un par un les embranchements des immeubles de la rue.

La deuxième intéresse la société Enedis, chargée du réseau de distribution électrique, car là aussi les installations méritent une réfection.

Viendra ensuite GRDF pour les mêmes raisons et la dernière phase, intéressant toute la rue, sera une affaire de voirie.

Si la Métropole a prévu de réunir riverains et commerçants début mai pour les informer des travaux et de leurs conséquences quotidiennes, le chef de projet était mercredi 26 avril au matin sur place et a pu déjà renseigner certains d'entre eux.

« Ce chantier vient de débuter entre la place des Jacobins et la rue des Archers, puis, ce sera Enedis et GRDF qui prendront le relais. Ensuite, jusqu'à la place Bellecour, le chantier s'étalera de juillet à fin septembre avant de reprendre en 2024, après un 4 trimestre sans perturbation pour les fêtes de fin d'année », confiait le chef de projet.

Une réunion d'information sous peu

« Pour les travaux d'assainissement, ce sont 3 à 5 spécialistes qui interviennent du matin à 16 h 30 dans cette portion de rue, évidemment interdite aux cycles et véhicules », indique le chef de chantier de la société Carrion.

L'accès aux commerces en question

Si les accès piétons sont maintenus et si les commerces restent ouverts, la question du stationnement sera sûrement posée à la réunion de mai, alors que ce projet n'est pas celui d'une rue piétonne et que des places de livraison seront maintenues. Par ailleurs, l'accès à certains embranchements peut entraîner des difficultés, à la suite de l'empiètement sur la voie publique de certaines bordures et certains accès de magasins. Un autre sujet à aborder avec les commerçants.

De notre correspondant, Michel NIELLY

Piétonnisation de la Presqu'île: une réunion consacrée au secteur Martinière/Rambaud

Mardi 25 avril dernier a eu lieu une nouvelle réunion pour le plan « Apaisement Presqu'île » et en particulier secteur Martinière/Rambaud. Les chefs de projets et les élus ont accueilli dans la mairie du 1er arrondissement des habitants et professionnels du quartier pour présenter les projets, notamment la réfection de la rue de la Martinière et la place Rambaud.

Lyon est sujette à réflexion et à réfection, notamment dans l'hyper centre. Le plan « Apaisement Presqu'île » est lancé : les concertations avec les parties prenantes battent leur plein pour permettre une communication entre les utilisateurs de l'espace public et la mairie du 1er arrondissement.

Mardi 25 avril avait lieu une seconde concertation pour le secteur Martinière/Rambaud, et étaient notamment présents la maire du 1er arrondissement, Yasmine Bouagga, ainsi que l'élu "Ville apaisée" Jean-Christian Morin. Les études préalables et les phases de faisabilité ont été présentées à une vingtaine de personnes à partir de 18 h 30, groupe qui s'est épaissi durant les quelques heures de concertation. Un nouveau temps de partage plus précis est programmé en septembre 2023.

Comme « prévu » par Monsieur Morin, des habitants sont venus avec certains griefs concernant les projets de réfection. C'est d'ailleurs le cas Bernard et François, habitants de la Presqu'île depuis plus de trente ans : ils estiment par exemple ne pas avoir été informés pleinement de la piétonnisation de la rue Vitet qui les a pénalisés dans leur vie quotidienne, et ne sont pas d'accord avec les priorités. « On a l'impression que l'apaisement c'est une espèce de mot magique, qui se limite en gros à supprimer les voitures. Ce ne sont pas les voitures qui nous gênent… c'est la propreté, c'est les noctambules ! On a eu une réunion avec Monsieur Morin en septembre, on a questionné mais on n'a jamais eu de réponse. »

> “ On a l'impression que l'apaisement c'est une espèce de mot magique, qui se limite en gros à supprimer les voitures ”
> **Bernard et François, habitants de la Presqu'île**

Lors de la présentation des scénarios possibles, le garage du quartier voit par exemple des places livraisons/stationnement supprimées. Jean-Christian Morin est interrogé afin de savoir si les nouveaux plans répondent aux attentes des habitants pour l'activité économique : « Notre ville a passé trois étés à plus 40° C, c'est invivable. Si on n'a pas cette démarche aujourd'hui d'adapter la ville avec une végétalisation massive, nos enfants ou nos petits enfants ne vivront plus là. Par définition, l'activité économique, elle se fait avec les habitants. ». La Place Rambaud est vue comme une place dont le potentiel n'est pas exploité, et sur l'artère principale de la rue La Martinière « les gens nous disent que les artisans ne peuvent pas venir, ne trouvent pas de stationnement. C'est des choses à intégrer ! »

Le partage des espaces de circulation et combattre les montées de chaleur : un enjeu de taille pour la mairie du 1er dans le secteur Martinière/Rambaud Photo Progrès/Cyril LESTAGE

> “ Si on n'a pas cette démarche d'adapter la ville avec une végétalisation massive, nos enfants ou nos petits enfants ne vivront plus là ”
> **Jean-Christophe Morin, élu "Ville apaisée"**

Les projets s'étireront jusqu'à au moins 2025, dates des débuts de travaux.

De notre correspondant Cyril LESTAGE

Cet hiver, la nature a regagné 11 500 m² sur le bitume

Plus de vert dans tous les arrondissements, tel est l'objectif de la Ville de Lyon dont les services au cours de l'hiver dernier ont réalisé 47 projets de végétalisation, soit 11 500 m² regagnés par la nature. Et si le rythme de plantation a été multiplié par deux, ce n'est pas encore suffisant pour atteindre les 10 m² d'espaces verts par habitant préconisés par l'Organisation mondiale de la santé.

Au bas des escaliers de la montée des Carmélites, le projet de plantation a été conçu avec la participation des habitants. Photo Progrès/Aline DURET

« Planter plus et planter mieux ». Au-delà de l'objectif, l'intention rappelée ce mercredi matin par l'adjoint au maire de Lyon Gautier Chapuis serait-elle en train de prendre forme ? Il y aurait du mieux, à la lecture d'un point d'étape organisé depuis la place Sathonay portant sur les actions entreprises par la Ville dans le domaine de la végétalisation. Chiffres et réalisations à l'appui.

Trois hectares regagnés par la nature

Alors les 9 arrondissements lyonnais seraient-ils donc plus verts qu'en 2020 ? Le maire de Lyon, Grégory Doucet, répond par l'affirmative, « le rythme des plantations a été multiplié par deux », au cours de l'hiver dernier 11 500 m² ont été nouvellement végétalisés, chiffre auquel il faut ajouter 17 000 m² d'espaces revégétalisés à l'occasion de constructions de bâtiment. Soit pas loin de trois hectares regagnés par la nature. Un apport de vert qui s'est traduit ces trois dernières années par le réaménagement de 13 parcs et par diverses plantations, 5 251 arbres (dont 1 584 par la Métropole) et 977 arbres fruitiers dans les vergers. Créés par la direction Biodiversité et nature en ville, ce sont 27 vergers qui à ce jour ont trouvé place dans les 9 arrondissements, opérations sur lesquelles ont participé 4 500 enfants.

« Planter partout où cela est possible » : tel est donc ce qui anime l'exécutif écologiste qui souhaite accélérer le phénomène rappelant les urgences du moment qui se nomment protection de la biodiversité, enjeux de santé publique liée à la qualité de l'air, et bien sûr réchauffement climatique, car « Lyon est l'une des villes en Europe qui est le plus impactée par ce phénomène », dira Gautier Chapuis. L'idée est aussi de répondre à la demande presque récurrente des habitants, la nature fait du bien.

> **10M²**
>
> **L'Organisation mondiale de la santé recommande 10 m² d'espaces verts par habitant.**

> “ Il faut aller plus loin ”
>
> **Grégory Doucet, maire de Lyon**

« Il fallait, il faut aller plus loin », admet le maire de Lyon qui annonce un « effort est considérable » avec un investissement de quelque 141 millions d'euros et avec une équipe de jardiniers du service Biodiversité et Nature en ville qui est « mise sous pression ».

Sera-ce suffisant ? En tout cas pour répondre aux préconisations de l'Organisation mondiale de la santé qui évoque 10 m² d'espaces verts par habitant ? On en est loin, déclare-t-on du côté de l'Hôtel de Ville, avec environ 5 m² pas plus et avec une répartition très inégale selon les arrondissements.

« On enlève du bitume »

Ainsi dans le 8e, indique Gautier Chapuis, on serait à 2m². Et pourtant note Grégory Doucet pour qui ce mandat est « le dernier mandat pour le climat », on est « en train de combler » le manque relevé par l'OMS. « On enlève du bitume, on plante en pleine terre des arbres de haute tige, mais aussi des strates basses afin de permettre l'évapotranspiration source de fraîcheur dans les quartiers ». 47 projets de végétalisation ont marqué l'hiver 2022-2023 dans tous les arrondissements. Et l'idée c'est de continuer tout en faisant face à un nouveau défi : la sécheresse et la question de l'eau.

Aline DURET

Tags sur les bâtiments : Grégory Doucet pris à partie par des habitants

Des habitants se sont joints à la visite des élus organisée ce mercredi 26 avril place Sathonay à propos de la végétalisation de la Ville dans les arrondissements. Pour faire part de leur agacement sur la question des tags.

Le maire Grégory Doucet répond à l'agacement de certains riverains place Sathonay. Photo Progrès/Aline DURET

« La période a été agitée dans le 1er et nous avons eu beaucoup de dégradations, mais on a confiance sur le long terme qui permet à la ville de résister aux crises et au stress, une ville qui accueille la nature… » Parler végétalisation dans un lieu, en l'occurrence la place Sathonay, qui a connu de fortes tensions à plusieurs reprises ces dernières semaines et qui ont laissé des traces dans l'espace public n'est pas chose facile.

« L'endroit est massacré»

Maire de l'arrondissement, Yasmine Bouagga en sait quelque chose. Grégory Doucet aussi. Eux qui ont dû argumenter face à des critiques émises par plusieurs habitants venus afficher inquiétude ou colère, c'est selon, lors d'une visite organisée ce mercredi 26 avril sur le thème de la végétalisation.

Et parmi les sujets qui agacent celui des tags qui ont investi les bâtiments historiques et que l'on tarderait selon certains à effacer. Les habitants s'en sont ouverts au maire de Lyon en l'interpellant sur place. Parmi eux, Édouard Hoffman, le riverain qui avait lancé une pétition mi-février pour «demander à la municipalité des actions concrètes pour rendre notre cadre de vie digne et agréable» relayée par plusieurs associations et autres comités de quartier qui en ont marre de voir la ville enlaidie par des tags. « L'endroit est massacré», dit-il, constatant « qu'aujourd'hui tout a été nettoyé ».

42 000 € en plus

« On a déployé des équipes supplémentaires en plus de ce que la Ville fait habituellement, répond Grégory Doucet. On enlève les graffitis aussi rapidement que possible » ajoute l'élu qui annonce l'affectation de 42 000 € en plus pour cette « action quotidienne ». Et de préciser face aux questions de l'habitant « je ne soutiens pas du tout ces actions de dégradations du patrimoine », évoquant plusieurs « attaques intolérables » notamment en direction des mairies d'arrondissement.

A. DU.

Manifestations : la Ville doit protéger ses bâtiments, selon l'Etat

Avant la mobilisation du 1er-Mai qui s'annonce importante, et après les diverses dégradations et violences en marge des manifestations, la préfète Fabienne Buccio veut que la Ville mobilise plus ses policiers municipaux sur la sécurisation de certains lieux.

Certains manifestants ont forcé les portes arrière de la mairie du 1er arrondissement et ont tenté de mettre le feu aux locaux, au cours d'une manifestation sauvage dans les pentes de la Croix Rousse à Lyon après l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron, le 17 avril.
Photo Progrès/Maxime JEGAT

L'hôtel de ville et les mairies des 1er et 4e arrondissements, le poste de police municipale de la rue Terme… Ces dernières semaines, lors de manifestations « sauvages » - car non déclarées à la préfecture - des bâtiments municipaux ont été dégradés par des casseurs. Dans ce contexte, ce 24 avril, la préfète de région et du Rhône, Fabienne Buccio, a écrit au maire de Lyon. Elle lui demande de prendre des mesures pour renforcer la protection des bâtiments municipaux. « En dehors de toute logique de maintien de l'ordre, compétence de la police d'Etat, il faut faire en sorte que la police municipale remplisse ses missions dont la protection des bâtiments de la ville. Plus on a de points fixes à protéger, moins on a de forces sur l'encadrement même des rassemblements sauvages et plus il est difficile d'empêcher des dégradations sur des lieux privés et autres », précisent au *Progrès* les services de la préfecture.

La préfecture demande toujours plus de caméras

« On a déjà des agents de police municipale à l'intérieur de l'hôtel de ville et qui interviennent pour sécuriser le bâtiment et éviter des intrusions », explique Mohamed Chihi, adjoint au maire de Lyon, chargé de la sécurité. Des grilles du côté de l'opéra permettent notamment de protéger plus facilement la mairie centrale. En revanche, du côté de la place des Terreaux, le 16 mars par exemple, des vitres du bâtiment avaient été brisées et la façade taguée.

« La police municipale a toujours été présente sur les questions de sécurisation mais en second rideau, jamais en confrontation directe avec les manifestants violents. Nous demander d'aller protéger les bâtiments municipaux, d'une certaine manière, c'est nous demander de faire du maintien de l'ordre », estime Mohamed Chihi.

> **« Nous demander d'aller protéger les bâtiments municipaux, d'une certaine manière, c'est nous demander de faire du maintien de l'ordre »**

Selon l'élu, il faut renforcer les actions pour « traduire en justice » les membres du black bloc, qui se déchaînent lors des manifestations : « Je ne jette l'opprobre sur personne, je dis simplement qu'on s'éviterait beaucoup de problèmes si on arrivait à identifier ces 300-400 personnes qui viennent semer le trouble systématiquement.

167 interpellations

Selon la préfecture, 167 personnes ont été interpellées depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites. Mais les interpellations pendant des opérations de maintien de l'ordre demeurent complexes. « Il y a aussi des endroits qui ne sont pas couverts par des caméras. Cela nous met en difficulté pour identifier les auteurs des dégradations ou violences », réplique la préfecture.

Après son très attendu audit sur la vidéoprotection, la mairie a rappelé il y a quelques semaines qu'elle souhaitait acquérir de nouvelles caméras mobiles et redéployer son parc de caméras fixes. « Nous sommes prêts à travailler avec l'État pour récupérer les caméras qui ne servent jamais et les placer là où elles sont utiles », assure Mohamed Chihi.

Malgré ces divergences de points de vue, il existe bien aujourd'hui une coordination entre polices nationale et municipale. Police municipale et centre de supervision urbain travaillent en lien avec le centre d'information et de commandement de la police nationale lors des manifestations. Mais face à un black bloc de plus en plus violent, et avant le 1er-Mai, il semble que les services de l'État tentent de renforcer cette coordination.

Anne-Laure WYNAR

Sécurité : Doucet appuie un peu plus fort sur la répression

Le maire (EELV) de Lyon a profité de la cérémonie d'hommage aux policiers municipaux pour refixer le cadre de sa politique sécuritaire. Celle qui marche sur deux jambes, la prévention d'un côté et la sanction de l'autre, en insistant peut-être un peu plus que d'habitude sur ce deuxième pan.

Ce vendredi 28 avril, cérémonie de mise à l'honneur des agents de la police municipale et des agents des services de prévention et de sécurité. Photo Progrès/Tatiana VAZQUEZ

Depuis trois ans, les rapports ont parfois été compliqués et le dialogue difficile entre le maire écologiste, Grégory Doucet, et les forces de police municipale. Mais ce vendredi, dans la cour haute de l'hôtel de ville, pas de friture sur la ligne.

Le patron de la Ville de Lyon avait réuni ses agents de la police municipale et des services de prévention et de sécurité, pour une cérémonie en leur honneur. Une cérémonie pour « saluer leur engagement quotidien et leurs sens du devoir » qui ressemblait à une déclaration.

« La proximité est naturellement votre paradigme »

Dans un discours très engagé, Grégory Doucet n'a pas eu de mots assez forts pour dire sa « fierté », son « soutien », ses « encouragements à persévérer dans l'excellence » avant de refixer, devant eux, le cap de sa politique sécuritaire. Celle qui marche sur deux jambes, la prévention d'un côté et la sanction de l'autre, en insistant peut-être un peu plus que d'habitude sur ce deuxième pan. « Vous êtes là pour ramener la paix. Votre action ne bride pas la liberté individuelle, elle la permet. » Et d'insister encore : « Réprimer quand c'est nécessaire pour que cessent les comportements délictueux ou dangereux » car « Lyon est touchée par des phénomènes qui dépassent le cadre de la tranquillité publique ».

L'autre maître-mot revenant comme un leitmotiv dans le discours ne devait surprendre personne tant « la proximité » est devenue depuis son arrivée à la tête de la ville de Lyon, sa marque de fabrique. Lui qui a réorganisé le service pour créer les unités de soutien de proximité intervenant sur les secteurs en tension (comme la Guillotière) a insisté : « La proximité est naturellement votre paradigme. Le cœur de votre métier, c'est le rapport humain [...] pour le bien-être de la population. Quand un Lyonnais s'inquiète, il peut se tourner vers vous. Vous êtes des sentinelles et des vigies. »

295 agents sur un effectif cible à 365 policiers municipaux

Pas de friture sur la ligne donc. Pas même au sujet des effectifs, dossier brûlant pour l'opposition municipale. N'évoquant même pas la question du soi-disant manque d'intérêt de son exécutif pour les affaires de sécurité, Grégory Doucet a fait passer son message : le travail commence à payer. Parfois chahuté parce qu'il ne parviendrait pas à attirer des policiers municipaux à Lyon, le maire s'est ainsi félicité des derniers chiffres. Passant ses troupes en revue, il a constaté que 295 agents sont au travail pour un effectif cible à 365 policiers municipaux. Surtout, affirme-t-il, après avoir connu un solde naturel très négatif, le service est entré dans une sorte de stabilisation de l'effectif, avec depuis juillet 2020, une centaine de recrutements.

Pas de friture en apparence, non plus avec les services de l'État représenté à la cérémonie par Ivan Bouchier, préfet délégué pour la défense et la sécurité. Loin des débats parfois houleux autour du dossier des caméras de surveillance, du déport des images, ou des échanges musclés par médias interposés, comme il y a encore quelques jours sur les débordements en marge des manifestations contre la réforme des retraites, le maire de Lyon a souligné la « bonne coopération avec la police nationale qui nous permet de tenir les objectifs. »

Tatiana VAZQUEZ

« La priorité absolue est toujours la sauvegarde de la vie humaine »

« Un policier a été opéré ce mardi. Il a été polyfracturé. On déplore aussi d'autres fractures, des brûlures… Cela témoigne que nos agents ont été très loin d'être passifs. Ils ont été très courageux », ont indiqué Fabienne Buccio, préfète de la région Auvergne Rhône-Alpes, et Nelson Bouard, directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) du Rhône. Photo Progrès/Norbert GRISAY

Affrontements, casses, incendies volontaires, pillages… Ce fut le chaos, ce lundi 1er mai, sur le parcours de la manifestation, gangrenée par un millier de blacks blocs. La sécurité était-elle à la hauteur de la menace ? Fabienne Buccio, préfète de la région Auvergne Rhône-Alpes, et Nelson Bouard, directeur départemental de la sécurité publique (DDSP), répondent aux questions du *Progrès*, en exclusivité.

Ce lundi 1er mai, les casseurs étaient deux fois plus que lors des précédentes manifestations (1 000 blacks blocs complétés par 1 000 individus à risque). Avez-vous été surpris par leur nombre ?

Fabienne Buccio : « Nous savions qu'il y aurait des blacks blocs dans des proportions certainement inédites. Toutefois, ce qui a été marquant, c'est leur comportement. Contrairement aux manifestations précédentes, ils se sont montrés violents dès le départ. J'ai donc immédiatement pris la décision d'appeler des forces supplémentaires. Elles sont venues de la Drôme, de Grenoble et du Puy-de-Dôme. »

S'il a fallu appeler des renforts, c'est que le dispositif initial était donc sous-dimensionné…

Fabienne Buccio : « Non. Le dispositif n'était pas sous-dimensionné. Nous pouvions gérer avec ce que nous avions. Mais nous avons préféré anticiper. Avec le souci de sécuriser à la fois la manifestation et les bâtiments susceptibles d'être visés par des groupes qui s'éloigneraient. »

Le point de départ de la manifestation à Jean-Jaurès a provoqué pas mal de confusion. Est-ce que cela a compliqué la sécurisation de la manifestation ?

Nelson Bouard : « Nous souhaitions initialement que la manifestation parte de Jean-Macé. Mais l'intersyndicale a voulu reculer le départ à Jean-Jaurès pour allonger le parcours. Nous l'avons accepté. Malheureusement, ce choix a été mal relayé et de nombreux manifestants ont attendu à Jean-Macé. Résultat : ils se sont retrouvés devant les blacks blocs. Voire au milieu. Cela a effectivement compliqué l'intervention des forces de l'ordre. Car les individus les plus violents n'ont pas hésité à se mettre au plus près des syndicats ou des familles, pour s'en servir de boucliers. Ils ont un mode de fonctionnement parasitaire. »

« Le black bloc est composé d'assassins potentiels »

À plusieurs reprises, nous avons pu voir les casseurs s'attaquer à des banques, des assurances, des magasins sans aucune réaction policière. Pourquoi cette passivité ?

Fabienne Buccio : « Les policiers qui étaient à proximité des dégradations ont plusieurs fois souhaité agir. Mais il n'y a pas eu une seule intervention, pas un lâcher de lacrymogène, qui a été opéré sans que nous l'ayons validé depuis le centre de commandement. Nous seuls avions une vision globale du cortège. Nous savions ce qui se passait à l'avant, à l'arrière et sur les côtés… »

Nelson Bouard : « La priorité absolue est toujours la sauvegarde de la vie humaine. Ce lundi, nous avons mesuré à chaque instant le rapport entre la nécessité d'intervenir et les conséquences éventuelles de nos actions. À titre d'exemple : nous avons pu laisser brûler des objets sur la voie publique lorsqu'il n'y avait pas de risque de propagation, car les pompiers auraient pu devenir des cibles et l'arrivée d'un fourgon-pompe aurait pu être dangereuse dans la foule. En revanche, quand le feu était susceptible de mettre en péril des personnes, nous avons ordonné des interventions en lien avec le commandement des pompiers. Le black bloc est constitué d'assassins potentiels, et je mesure mes mots, lorsqu'il met le feu à des commerces qui sont au pied d'immeubles occupés par des familles, par des enfants… »

« La parité dans la violence est assez nouvelle »

Quel bilan tirez-vous de l'utilisation de drones ?

Fabienne Buccio : « Cela a été un atout indéniable. Sans drone, on déplorerait peut-être une mairie saccagée [celle du 7e] car cela nous a permis de repérer des groupes qui s'étaient éloignés du cortège. »

Quel est le profil des casseurs ?

Nelson Bouard : « Si l'on se base sur ceux que nous avons interpellés, ce sont des gens très bien intégrés. Pour la plupart, ils travaillent et ne sont pas dans une situation sociale difficile. Ils assument parfaitement d'être où ils sont. Ils mesurent les risques, étant rompus aux règles du droit pénal. Leur profil n'a pas changé depuis vingt ans. À l'exception peut-être de la féminisation du black bloc. La parité dans la violence est assez nouvelle. »

Au-delà des 66 interpellations, travaillez-vous sur des images pour identifier d'autres casseurs ?

Nelson Bouard : « Bien sûr. Nous avons d'ores et déjà fait de très nombreuses réquisitions judiciaires. Et nous travaillons toujours sur les cortèges d'avril, de mars… Nous prendrons le temps qu'il faut pour aller imputer certains faits graves à leurs auteurs. »

La proposition de Grégory Doucet est « très mauvaise »

19 policiers ont été blessés et 55 contusionnés ? Comment vont-ils ?

Nelson Bouard : « Un policier a été opéré ce mardi. Il a été polyfracturé. On déplore aussi d'autres fractures, des brûlures… Cela témoigne que nos agents ont été très loin d'être passifs. Ils ont été très courageux. »

Le maire de Lyon Grégory Doucet a réclamé à l'État la mise en place d'un fonds d'indemnisation pour les commerçants. Est-ce envisageable ?

Fabienne Buccio : « Ce qu'ont vécu les commerçants est très dur. Et je suis prête à aller les voir pour leur expliquer que nous ne les avons pas abandonnés. Concernant les dégradations, il y a des assurances. Elles doivent servir dans ces moments-là. Aucun fonds n'a, en tout cas, été constitué par l'État à ce jour. Personnellement, je trouve que ce serait une très mauvaise idée. Cela créerait un sentiment d'impunité aux casseurs. Ils pourraient penser que leurs dégradations vont systématiquement être réparées par l'État. »

Propos recueillis par Pierre COMET

Il se met au diapason de la Région : l'Opéra de Lyon changera d'air

L'Opéra de Lyon va bientôt s'exporter hors de la Capitale des Gaules. Son ballet va tourner sur les scènes régionales et les grands festivals. Et des opéras itinérants vont être joués aux quatre coins d'Auvergne Rhône-Alpes à partir de 2024. Cette nouvelle offre permet à l'Opéra de nouer un nouveau partenariat avec la Région.

L'opéra de Lyon, avec sa toiture cylindrique, vu depuis l'esplanade de Fourvière. Une institution jusqu'à présent trop lyonnaise, au goût de Laurent Wauquiez. Photo Progrès/ MAXIME JEGAT

Les subventions régionales font le yoyo à l'Opéra de Lyon. Un an après être tombées à 2,31 millions d'euros à la suite d'un rabotage de 500 000 euros, elles vont remonter à 2,5 millions d'euros en 2023. Pourquoi ? Parce que l'Opéra de Lyon est rentré dans le rang. Ou, plus exactement, dans le moule voulu par l'exécutif régional…

Début de l'itinérance en 2024

Le président de la Région Auvergne Rhône-Alpes Laurent Wauquiez a, en effet, été très clair ces derniers mois : il veut distribuer les aides différemment (plus de 60 M€ de budget), afin de sortir un peu l'art élitiste des villes pour le conduire vers les territoires ruraux. Et c'est exactement ce qu'a proposé de faire le directeur de l'opéra lyonnais, Richard Brunel. « Il y a un mois et demi, il nous a fait deux propositions très innovantes », s'enthousiasme Laurent Wauquiez. « La première concernait le ballet de l'opéra. Il a avancé l'idée de le faire tourner sur les scènes régionales et les grands festivals. Sa seconde idée portait sur l'opéra lui-même. Il a évoqué la possibilité de le rendre itinérant, façon Commedia dell'arte, en créant des œuvres plus petites, susceptibles d'être jouées partout devant une centaine de personnes, dans des gymnases, des maisons de retraite, des lycées… Ces propositions nous ont emballés car elles correspondent exactement à nos priorités. Un nouveau partenariat a donc été noué. »

Avant de pouvoir profiter d'un opéra "made in" Lyon au fin fond d'une salle communale de Haute-Loire, il faudra toutefois patienter un peu. « Cela va nécessiter beaucoup de travail pour créer ces nouvelles œuvres en format réduit », indique Richard Brunel. « Nous allons aussi devoir tisser de nouveaux partenariats avec des collectivités et des associations. Nous voulons commencer à tourner en 2024. Je me fixe l'objectif d'une centaine de représentations par an dans toute la région. Elles pourront être suivies d'ateliers et d'échanges avec les artistes car nous voulons vraiment privilégier le dialogue avec le public. »

« À chacun d'être créatifs »

En attendant que tout se mette en place, Laurent Wauquiez espère que ce nouveau partenariat avec l'Opéra donnera des idées aux autres acteurs de la culture, dont les subventions ont été rabotées l'an dernier. « Nous avons lancé un message et nous espérons que le plus grand nombre le comprenne. À chacun d'être créatifs. Nous accompagnerons toutes les bonnes idées. Le sujet n'a jamais été budgétaire. »

Pierre COMET

LYON 2E

Sous le pont Bonaparte, couvée en cours pour un cygne tuberculé

Une femelle cygne couve sa portée le long de la Saône, à l'abri des regards. Photo Progrès/David TAPISSIER

L'image est insolite mais pas tellement rare en cette saison : une femelle cygne couvait, ce vendredi, une portée de sept œufs à proximité du pont Bonaparte, côté 5e arrondissement. Une aubaine pour le volatile : la Saône est suffisamment haute pour empêcher le public de venir sur le bord du quai pour le déranger. Ce n'est d'ailleurs pas le seul cygne à couver sur Lyon actuellement. Un peu plus haut, à proximité de l'Homme de la Roche, un autre spécimen observé par l'association lyonnaise Des espèces parmi Lyon, veille sur ses œufs depuis déjà 21 jours. À noter qu'il faudra attendre entre 3 et 38 jours pour sa gestation.

Animal au plus long cou

Une image qui est l'occasion de revenir un peu sur cet incroyable volatile. Mets de choix, souvent rôtis, pour les rois de France et d'Angleterre jusqu'à ce que Louis XIV en fasse un oiseau royal, le cygne tuberculé est aujourd'hui l'oiseau le plus lourd que l'on trouve en France Métropolitaine. C'est également l'animal qui possède le plus de vertèbres (25 cervicales), bien loin devant la girafe qui, comme l'homme, n'en possède que sept. Il fait enfin partie de ceux possédant le plus de plumes.

D.T.